

Droit Administratif

45^e année

Sous la direction de :

Jean-Bernard AUBY, Professeur à l'Université de Paris-II, Directeur
du Juris-Classeur Administratif

Comité de rédaction :

Michel BAZEX, Professeur de droit public à l'Université de Nanterre-Paris-X

Paul LIGNIÈRES, Avocat à la Cour (Linklaters)

Martine LOMBARD, Professeur à l'Université Panthéon-Assas-Paris-II

Alain MÉNÉMÉNIS, Conseiller d'État, Professeur associé à l'Université Panthéon-Assas-Paris-II

N° 5 - MAI 2006

Alertes 10 à 11

Études 9 et 10

Commentaires 71 à 91

Pratiques 5

Contrats

9 Les concessions à durée endogène

Étude par Philippe COSSALTER, Chargé de mission
à l'Institut de la gestion déléguée (p. 4)

Venue de la théorie économique, la notion de durée endogène conduit à admettre une durée de concession variable en fonction des résultats financiers de l'exploitation. Cette formule peut être légalement adoptée dans notre droit à condition d'être accompagnée d'un plafonnement de la durée.

Procédure

10 L'adaptation du droit à la mise en ligne des procédures administratives

Étude par Hélène HAMANT,
Ingénieur d'étude, Université de Paris I -
Panthéon Sorbonne (p. 10)

Procédure

84 Référé-provision : la notion d'obligation non sérieusement contestable

Commentaire de Paul CASSIA,
Professeur à l'Université de Versailles
Saint-Quentin-en-Yvelines (p. 29)

Notamment ce mois-ci

Repère

- 5 **Sécurité juridique** (p. 1)
par Jean-Bernard AUBY

Commentaires

- 72 **Concentrations**
Rôle du juge dans le contrôle
des concentrations (p. 16)
par Michel BAZEX et Sophie BLAZY

➤ 73 Aides publiques

Aides publiques au transport
aérien : suite et fin (p. 19)
par Michel BAZEX et Sophie BLAZY

➤ 74 Marchés

Indemnité de résiliation unilatérale : le contrôle du juge (p. 23)
Par Antoine ALONSO GARCIA
et Amélie MAILLIARD, Avocats à la cour

➤ 87 Procédure

La mention de faits amnistiés (p. 32)
Note CE

Pratiques

- 5 **La définition des droits exclusifs ou spéciaux au sens de la directive secteurs exclus** (p. 37)
par Paul LIGNIÈRES

Sommaire

REPÈRE (page 1)	
• Sécurité juridique	n° 5
ALERTES (page 2)	n° 10 et 11
ÉTUDES (page 4)	
• Les concessions à durée endogène	n° 9
• L'adaptation du droit à la mise en ligne des procédures administratives	n° 10
COMMENTAIRES	
ACTE ADMINISTRATIF (page 16)	
• Pouvoir réglementaire	
Sécurité juridique et mesures transitoires d'application d'un règlement	n° 71
CONCURRENCE (page 16)	
• Concentrations	
La confirmation du rôle du juge administratif dans le contrôle des opérations de concentration	n° 72
• Aides publiques	
Le régime des aides publiques au transport aérien : suite et fin	n° 73
CONTRATS (page 23)	
• Marchés	
Indemnité de résiliation unilatérale : le contrôle du juge	n° 74
DOMAINE (page 25)	
• Domaine public local	
Limites de la liberté des communes dans la dénomination des espaces publics	n° 75
L'appréhension des biens locaux par l'État	n° 76
ENVIRONNEMENT (page 26)	
• Installations classées	
L'obligation de respecter les zones humides	n° 77
FONCTION PUBLIQUE (page 27)	
• Concours	
Le contrôle du juge sur les limites d'âge d'accès aux concours internes	n° 78

OUTRE-MER (page 27)	
• Polynésie	
Le contrôle du Conseil d'État sur les « lois du pays »	n° 79
HIÉRARCHIE DES NORMES (page 28)	
• Droit communautaire	
Autorité du droit communautaire et chose jugée	n° 80
POLICE (page 28)	
• Droits fondamentaux	
Photos d'identité et droits protégés par la Convention européenne des droits de l'homme	n° 81
PROCÉDURE (page 29)	
• Recours administratifs	
Les cas de recours administratif préalable obligatoire	n° 82
• Compétence au sein de la juridiction administrative	
État de catastrophe naturelle : compétence du tribunal administratif	n° 83
• Référé	
Référé-provision : la notion d'obligation non sérieusement contestable	n° 84
Référé-suspension : la décision ayant produit tous ses effets	n° 85
Référé-liberté et libre administration des collectivités territoriales	n° 86
• Jugements	
I La mention de faits amnistiés	n° 87
RESPONSABILITÉ (page 33)	
• Imputation	
La responsabilité des établissements accueillant des mineurs délinquants	n° 88
La responsabilité des autorités administratives indépendantes dotées de la personnalité morale	n° 89
URBANISME (page 35)	
• Certificat d'urbanisme	
La prorogation d'un certificat d'urbanisme n'est pas une décision confirmative	n° 90
• Prémption	
On peut préempter pour permettre l'extension d'une entreprise	n° 91
PRATIQUES (page 37)	
• La définition des droits exclusifs ou spéciaux au sens de la directive secteurs exclus	n° 5

L'article dont le titre est précédé d'un filet est un arrêt annoté par Rémi Keller, commissaire du gouvernement près le Conseil d'État

Index

Acte administratif	
Pouvoir réglementaire	repère 5, comm. 71
Compétence au sein de la juridiction administrative	
Contentieux de la légalité	comm. 83
Concurrence	
Aides publiques	comm. 73
Concentrations	comm. 72
Contrat	
Concession de travaux ou de service public	étude 9
Domaine	
Domaine public local	comm. 76
Domaine public	
Voie	comm. 75

Environnement	
Installations classées	comm. 77
Fonction publique	
Concours	comm. 78
Hiérarchie des normes	
Droit communautaire	comm. 80
Marché public	
Passation	prat. 5
Résiliation	comm. 74
Outre-mer	
Polynésie	comm. 79
Police	
Droits fondamentaux	comm. 81
État d'urgence	alerte 11

Principes généraux du droit	
Sécurité juridique	repère 5, alerte 10
Procédure	
Dématérialisation	étude 10
Jugement	comm. 87
Recours administratifs	comm. 82
Référé	
Référé-liberté	comm. 86
Référé-provision	comm. 84
Référé-suspension	comm. 85
Responsabilité	
Imputation	comm. 89
Responsabilité sans faute	comm. 88
Urbanisme	
Certificat d'urbanisme	comm. 90
Prémption	comm. 91